

EMIRATS ARABES UNIS : FICHE PAYS – JUIN 2025

Catégorie OCDE (2025) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AA / Aa2 / AA-

Change : Dirham (AED) / Régime de change fixe ancré à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Fonds souverain avec d'importantes réserves
- Economie relativement plus diversifiée que la moyenne de la région
- Réserves d'hydrocarbures (Abu Dhabi)
- Centre d'affaire régional (Dubai)
- Stabilité politique de la Fédération

FAIBLESSES

- Inégalités économiques entre les émirats
- Dépendance encore élevée au pétrole
- Peu de transparence sur les entités publiques et sur les données privées

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : positive

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance** : En 2024, la croissance du PIB a principalement été tirée par les secteurs hors hydrocarbures. Ce facteur, combiné au rebond des activités liées aux hydrocarbures (relâchement des quotas OPEP+), porterait la croissance en 2025 (à +4,7 % selon la Banque centrale (CBUAE)). A moyen terme, les perspectives semblent favorables en raison des investissements massifs, surtout à Abu Dhabi et à Dubai, qui visent à renforcer les capacités de production gazière et à également accélérer le processus de diversification (tourisme, hautes technologies).
- Vulnérabilité des comptes publics** : Les Emirats disposent de marges de manœuvre budgétaires confortables. L'excédent public devrait graduellement diminuer en raison notamment d'investissements conséquents dans les infrastructures. Le manque de transparence rend peu lisible la situation des entreprises publiques, dont la dette a été restructurée par le passé.
- Vulnérabilité extérieure** : Les E.A.U dégagent un excédent courant structurel. La multiplication des accords de libre-échange serait synonyme de nouvelles opportunités à moyen terme. Les E.A.U sont créanciers nets vis-à-vis du reste du monde et les importantes réserves de change du fonds souverain limitent fortement les risques de vulnérabilité externe.
- Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire peut compter sur une capitalisation solide. Source de fragilité par le passé, les risques liés à l'exposition au secteur de l'immobilier et aux entreprises publiques semblent sous contrôle.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique** : Les E.A.U jouissent d'une forte stabilité politique. Par ailleurs, le pays consolide ses liens diplomatiques déjà profonds (Etats-Unis, Chine, Union Européenne, Conseil de Coopération du Golfe).
- Climat des affaires** : Le pays multiplie les mesures pro-business et table sur le renforcement de son attractivité auprès des investisseurs étrangers pour enclencher une nouvelle phase de diversification et de privatisation de son économie.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique** : La dépendance aux énergies fossiles et la volonté de renforcer les capacités de production d'hydrocarbures, ainsi que de fortes émissions de CO2 par habitant sont des points faibles significatifs. Les E.A.U s'engagent toutefois sur un développement accéléré des énergies renouvelables.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Arabie saoudite	6,2%	1 Chine	15,7%
2 Inde	4,6%	2 Inde	7,1%
3 Iraq	4,0%	3 Etats-Unis d'Amérique	6,0%
4 Suisse	2,6%	4 Etats-Unis	3,5%
41 France	0,2%	11 France	1,9%

Sources : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

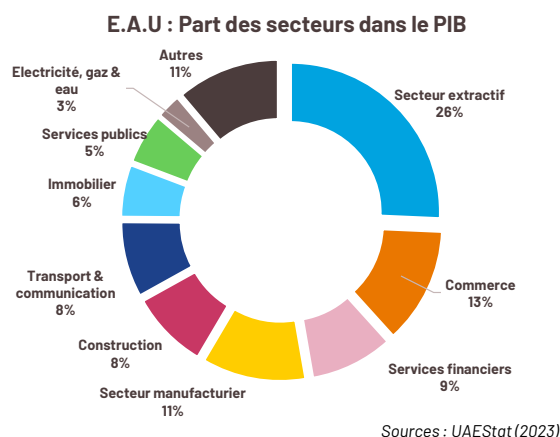
Exportations		Importations	
Combustibles	58,2%	Métaux précieux	17,1%
Métaux précieux	24,5%	Machinerie élect.	14,7%
Aluminium	2,5%	Machinerie méca.	11,8%
Matières plastiques	2,3%	Automobiles	9,3%
Machinerie élect.	1,3%	Combustibles	5,9%

Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EMIRATS ARABES UNIS	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	415	503	514	537	549	577
<i>Rang PIB mondial</i>	36	29	31	30	30	29
Population (Mns)	9,9	10,3	10,7	11,0	11,1	11,2
<i>Rang Population mondiale</i>	91	89	88	87	83	82
PIB / habitant (USD)	42 103	48 861	48 144	48 830	49 499	51 717
Croissance PIB (%)**	4,4	7,5	3,6	4,0	4,7	5,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	-0,1	4,8	1,6	1,7	2,1	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	10,8	9,7	8,8	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	36,3	32,1	32,4	32,1	32,8	32,6
Solde public (% PIB)	4,0	10,0	5,9	4,8	2,9	2,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	1,6	1,6	1,6	2,0	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	11,5%	13,2%	10,7%	9,1%	6,6%	6,4%
IDE (% du PIB)**	-0,5%	-0,4%	1,6%	3,3%	3,7%	3,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)	3,9	3,7	4,6	5,0	5,0	5,1
Dettes extérieures totales (% PIB)	98%	82%	86%	91%	93%	92%
Dettes extérieures CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	0,27	0,27	0,27	0,27	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	17,2	17,4	17,9	18,2	NA	NA
Taux de NPL**	7,5	7,3	5,9	4,6	NA	NA
ROE	8,2	10,5	14,8	14,6***	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	68	60	57	68	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	4	3	4	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	53	71	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	12	22	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2025), *Banque Mondiale, **CBUAE, ***moyenne T1-T2 2024, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

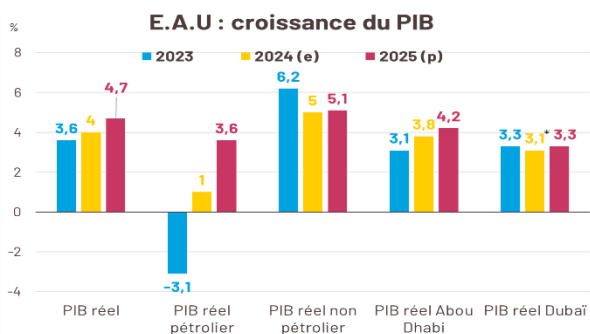




1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Les secteurs hors hydrocarbures ont porté l'activité en 2024**

La croissance du PIB aurait atteint +4,0 % en 2024, selon la Banque centrale (CBUAE). Le PIB lié aux hydrocarbures aurait enregistré un rebond de +1,0 % après -3,1 % en 2023, avec une accélération des activités gazières¹, alors que la production pétrolière s'est repliée. Le PIB hors-hydrocarbure a augmenté de +5,0 % en 2024 selon la CBUAE, avec notamment des activités de services et plus particulièrement de tourisme dynamiques. Le nombre de visiteurs à Dubaï a augmenté de +9 % et Abu Dhabi a enregistré une croissance de +28 % des visiteurs internationaux.



Sources : CBUAE, NBD, FMI (e) : estimations (p) : prévisions *T1-T3 2024

- **Croissance soutenue en 2025**

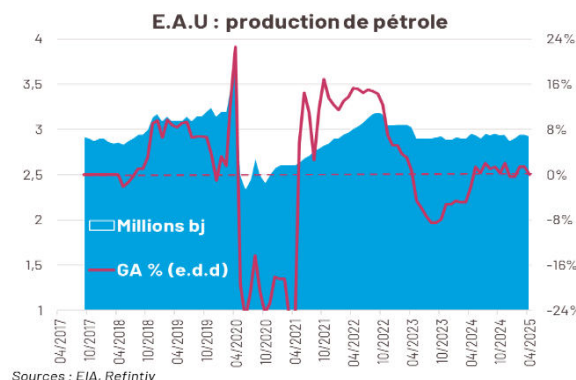
Les instituts de prévision tablent sur une croissance comprise entre +3,9 % et +4,7 %, soutenue par les activités hors hydrocarbures. L'assouplissement de la politique de quotas de l'OPEP+ favorise une hausse de la production pétrolière avec une cible de 3,1 Ml de barils par jour (Mbj) dès juin (contre 2,9 Mbj en moyenne en 2024) avant de s'accélérer au S2 2025.

Concernant l'évolution du prix des hydrocarbures, le conflit entre Israël et l'Iran génère une forte incertitude, le prix du baril de Brent ayant gagné près de 10 USD en l'espace d'une semaine après le début des hostilités². Un durcissement du conflit (impliquant potentiellement les Etats-Unis) exercerait une pression haussière sur les prix³. Cette situation pourrait temporairement se traduire par une dégradation de la perception des risques sécuritaires dans la région (effets sur le tourisme et les flux de capitaux). En revanche, un prix plus élevé du baril augmenterait les recettes liées aux hydrocarbures, si ce

phénomène ne s'accompagne pas de difficultés à l'export (cas d'un potentiel blocage du Détroit d'Ormuz).

La consommation devrait bénéficier de la dynamique de la population, qui ralentirait néanmoins (+3 % en 2024 et +0,8 % prévus en 2025 selon le FMI). De plus, la baisse des taux d'intérêt en 2024 (-100 pb), et potentiellement en 2025 (cf. Partie 3), pourrait stimuler le crédit bancaire et renforcer la demande interne.

Bien que le pays ne soit pas fortement exposé à la hausse des droits de douanes (DD) américains⁴, la croissance pourrait être indirectement affectée par le ralentissement du commerce mondial qui en résulterait, au moins pour les réexportations (61 % des exportations hors hydrocarbures des E.A.U en 2023) voire sur les exportations d'hydrocarbures, même si un inversement de tendance semble s'opérer avec le conflit Israël/Iran.



Les perspectives de croissance à Abu Dhabi (près de 60 % du PIB des E.A.U) dépendent en partie des activités liées aux hydrocarbures (54,7 % de l'activité). Comme en 2024, l'activité resterait portée par les secteurs hors hydrocarbures (+6,2 % en 2024), avec un processus de diversification qui s'accélère post pandémie (commerce, finance, industrie)⁵. Dans ce contexte, les entreprises publiques (GREs) jouent un rôle crucial en pilotant les initiatives de diversification économique, soutenant ainsi la transition économique d'Abu Dhabi⁶. A Dubaï, la croissance des services (commerce, tourisme, transports) resterait soutenue. Les accords de libre-échange (cf. Partie 3) favoriseraient une expansion du secteur logistique, Dubaï jouant un rôle central pour les activités de ré-export⁷. Les secteurs immobilier et de la construction restent robustes. En réponse à une demande soutenue en 2024 (hausse des transactions de +37,7 % dans le résidentiel), en lien avec l'afflux de population permise par la réforme de la

¹ La production de gaz a augmenté de 2 % en 2024 et les exportations de gaz de 20 %.

² Le prix moyen du baril de Brent atteignait 64,7 USD/BBL en mai 2025 (après 81,4 USD/BBL en 2024) et était prévu à 66 USD/BBL en 2025 par l'EIA avant le conflit.

³ Pouvant amener le prix du baril de Brent dans une fourchette comprise entre 80 et 100 USD selon BMI Fitch Solutions

⁴ La part des États-Unis dans les exportations non pétrolières des E.A.U est de 2,8 % et de 4 % dans les réexportations.

⁵ Pour rappel, l'absence de diversification avait pesé sur la croissance de l'émirat à la fin des années 2010 : +2,1 % en moyenne dans un contexte de prix du pétrole bas.

⁶ Des GREs comme le Département du Développement Économique (ADDED) et le Conseil de Développement pilotent la stratégie industrielle d'Abu Dhabi, qui vise à doubler la taille du secteur manufacturier à 172 Md AED d'ici 2031.

⁷ Principalement des métaux précieux, des véhicules, biens de télécommunication et composants électroniques.



politique de visas résidentiels, la forte augmentation de l'offre de logements devrait conduire à une réduction des prix dans le résidentiel en 2025 selon BMI Fitch Solutions.

• Un secteur bancaire résilient à ce stade

En 2024, le secteur bancaire a affiché de solides ratios de solvabilité (ratio CAR de 18,2 %) et de liquidité, dans un environnement de hausse des dépôts bancaires (+12,9 % sur un an). Le relâchement des conditions de financement a conduit à une hausse des prêts bancaires (+9,5 % sur un an), ce qui a permis de maintenir le niveau de rentabilité. Le taux des prêts non performants a diminué : 4,6% en 2024 (5,9 % en 2023).

Les E.A.U ont lancé en 2024 une plateforme numérique "Know Your Customer" (KYC) pour améliorer la transparence financière et lutter contre les crimes financiers. Cette initiative, soutenue par un nouveau décret-loi, vise à moderniser l'infrastructure financière et renforcer la compétitivité globale du secteur bancaire.

• Perspectives favorables à moyen terme

A horizon 2030, la croissance atteindrait +4,4 % par an selon le FMI. Un plan d'investissement de 150 Md USD par la compagnie nationale pétrolière ADNOC d'ici 2027 permettrait de largement renforcer les capacités d'exploitation d'hydrocarbures, pour produire 5 Mb/j de pétrole (+66 % par rapport aux capacités de production actuelle) et de doubler les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) à 12 M de tonnes/an dès 2026, avec la signature d'un nouveau contrat d'approvisionnement pour le marché européen à partir de 2028. Par ailleurs, Abu Dhabi investirait 47 Md USD d'ici 2031 pour diversifier son économie⁸ afin de consolider la part du secteur non pétrolier à 60 % de son PIB d'ici 2030 (54,7 % en 2024) avec plusieurs secteurs ciblés : chimie, pharmacie, équipements électriques.

De plus, les E.A.U investiront entre 30 et 50 Md EUR pour construire le plus grand centre de données d'IA d'Europe en France. OpenAI prévoit également de construire des centres de données aux Émirats en partenariat avec la firme G42 basée à Abu Dhabi, qui finance des installations similaires aux États-Unis⁹.

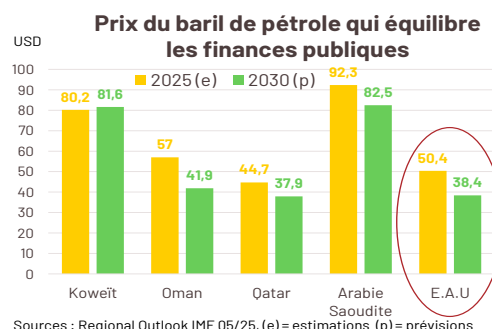
Enfin, dans le cadre de l'Agenda 2033, Dubaï a pour objectif de doubler le volume d'Investissements Directs Étrangers (IDE) à 16,3 Md USD/an et de faire de l'émirat une des 5 premières places financières au monde¹⁰.

Pour atteindre ces objectifs, un renforcement du climat des affaires est nécessaire et constitue un axe majeur de

cette stratégie de développement. La Fédération a relevé les plafonds de participations étrangères dans des secteurs clés, permettant aux investisseurs étrangers de détenir 100 % du capital dans 122 secteurs (santé, transports, manufacturier par exemple) hors zones franches¹¹. De plus, les E.A.U ont assoupli leur politique de visas et de naturalisation, pour attirer des profils spécifiques (investisseurs, ingénieurs, scientifiques). Les procédures juridiques s'améliorent, avec une reconnaissance accrue de l'expertise étrangère. En 2024, Dubaï a créé un organisme pour résoudre les conflits de compétence entre les tribunaux nationaux et ceux de la zone franche du Centre financier international, et une nouvelle loi permet aux tribunaux d'utiliser l'anglais pour les procédures.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le solde public est fortement dépendant des prix du pétrole avec un déficit hors hydrocarbures de -10,5 % du PIB non pétrolier selon le FMI¹². Après la chute des prix pétroliers de 2015, des coupes ont été effectuées dans les dépenses (rationalisation des subventions) et de nouvelles taxes ont été introduites (TVA, tourisme, hôtellerie) avant un nouveau cycle de hausses des dépenses en 2019 (plan d'investissement à Abu Dhabi et préparation de l'Expo 2020 à Dubaï). Post crise sanitaire en 2020, les E.A.U ont rapidement renoué avec un excédent public dès 2021.



Le Budget 2025 table sur une hausse de +11,5 % des dépenses publiques, tirées par des investissements dans les infrastructures, ce qui réduirait en principe l'excédent public, dont le niveau dépendra cependant fortement de l'évolution des prix et de la production pétrolière. Toutefois, les E.A.U sont les mieux placés parmi les pays de la région pour faire face à des prix du pétrole bas, avec un prix du baril qui équilibre les comptes publics parmi les plus bas de la région (entre 38 et 50 USD à horizon 2030 selon le FMI). La dette publique atteindrait 32,1 % du PIB en 2024 (17 % en 2015). Elle demeure à un niveau très modéré et les levées de dette sur le marché local et les marchés internationaux des capitaux l'ont été à des conditions

⁸ Secteur financier, tourisme, hautes technologies et émergence des projets à faible intensité carbone.

⁹ Aux États-Unis, les Émirats prévoient 1 400 Md USD sur dix ans dans l'IA, les semi-conducteurs, l'énergie et l'industrie.

¹⁰ Dubaï a été classée comme la première destination mondiale pour les projets d'IDE Greenfield pour la quatrième année consécutive.

¹¹ En contrepartie d'un minimum d'investissement dans la R&D.

¹² Cependant, ce déficit se redresse depuis plus d'une décennie et s'avère limité par rapport aux pays voisins (-30 % du PIB en moyenne).



très favorables au vu de la notation souveraine avantageuse des E.A.U.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Multiplication des accords de libre échange**

Fort d'une structure d'exportation relativement diversifiée, les E.A.U dégagent un excédent courant structurel (+9,1 % du PIB en 2024 selon le FMI) même lorsque le prix du baril recule. En 2025, l'évolution de l'excédent courant reste incertaine en raison de l'incertitude entourant l'impact du conflit entre Israël et l'Iran (cf. Partie 1). À l'inverse, une baisse de la demande globale due aux DD américains (cf. Partie 1) pourrait peser sur les activités de réexportations.

A moyen terme, le FMI table sur un excédent courant de plus de +6 % du PIB, en lien avec la hausse des capacités d'exportation d'hydrocarbures (le pays deviendrait exportateur net de GNL à partir de 2026). Par ailleurs, la signature de nombreux accords de libre échange depuis 2022 (Inde, Indonésie, Turquie, Corée du Sud, Australie et Colombie notamment) et une hausse des IDE dans les infrastructures logistiques et de transports permettraient de : i) diversifier l'approvisionnement en matières premières (notamment agricoles, depuis l'Afrique), ii) s'ouvrir de nouvelles voies de commerce (notamment via l'Asie centrale) et iii) s'offrir des débouchés à l'export pour ses biens non pétroliers. Récemment, l'UE et les E.A.U ont également convenu de lancer des négociations sur un accord de libre-échange. Ces négociations viseront à libéraliser le commerce des biens, des services et des investissements, tout en approfondissant la coopération dans des secteurs stratégiques tels que les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et les matières premières critiques.

- **Une position externe robuste**

La dette externe atteignait 91% du PIB en 2024, selon le FMI, et correspondait essentiellement à l'endettement des sociétés financières. Les E.A.U disposent par ailleurs d'une position de créanciers nets vis à vis du reste du monde (position d'investissements nets de +170 % du PIB), qui atténue fortement les risques. En cas de scénario adverse, les E.A.U peuvent compter sur les importantes réserves des fonds souverains (ADIA, Mubadala à Abu Dhabi et ICD à Dubaï), qui disposent à eux trois de plus de 1 726 Md USD d'actifs sous gestion (plus de 316 % du PIB).

Dans le cadre de l'ancrage du dirham à l'USD, la Banque centrale (CBUAE) calquera ses baisses de taux d'intérêt sur celles de la Fed aux Etats-Unis. Si l'incertitude

demeure concernant le calendrier de la Fed, de nouvelles baisses de taux constituent un scénario central pour le S2 2025.

4. ASPECTS POLITIQUES

Les E.A.U se caractérisent dans la région MENA par une grande stabilité politique. Par exemple, la Fédération n'a pas été affectée par les mouvements du Printemps arabe au début des années 2010. Le pays bénéficie d'une bonne image internationale, notamment grâce à son *soft power*¹³. Cependant, les conditions de vie des travailleurs étrangers font l'objet de nombreuses critiques et alertes de la part d'ONG.

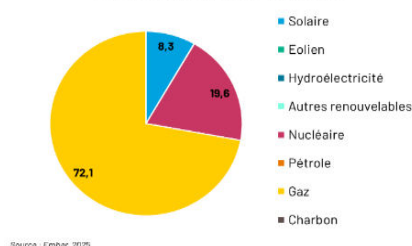
Les E.A.U jouent un rôle politique non négligeable dans la région MENA et sont des alliés économiques et politiques clés de l'Arabie Saoudite¹⁴. Malgré des relations économiques avec Israël depuis 2020, les Emirats ont exprimé de légères réserves sur certaines actions et décisions d'Israël depuis le conflit à Gaza. De plus, malgré les tensions passées, il existe une volonté claire de rapprochement entre l'Iran et les E.A.U. Enfin, en mai 2025, les E.A.U et les États-Unis ont renforcé leur partenariat stratégique (cf. Partie 1) à travers plusieurs accords majeurs visant à améliorer la coopération militaire, la modernisation des forces armées (achat d'équipements militaires américains pour 1,4 Md USD) et la recherche en technologie de défense.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le pays est le quatrième moins bien classé dans le monde en termes d'émissions de CO2 par habitant.

Les E.A.U présentent des résultats légèrement meilleurs que les pays de la région MENA à l'indicateur ND-Gain, mesurant le risque physique (rang 71). La forte spécialisation du pays dans les hydrocarbures et la volonté des autorités de renforcer leurs capacités d'exploitation d'hydrocarbures apparaissent comme des freins importants à la transition écologique.

Emirats Arabes Unis : production d'électricité par sources, en % (2023=165,03 TWh)



La production d'électricité repose essentiellement sur des énergies fossiles (cf. graphique). ADNOC, la compagnie nationale pétrolière d'Abu Dhabi, intensifie

¹³ Le Louvre Abu Dhabi et les relations avec le Vatican en sont de bons exemples.

¹⁴ Toutefois des tensions sont survenues sur les dossiers du Yémen et au sein de l'OPEP+.



aux côtés de la société nationale Masdar ses financements dans le développement de technologies de décarbonation et surtout pour renforcer la part des énergies renouvelables (ENR) dans le mix énergétique. L'objectif communiqué est de passer cette part à 30 % en 2030 et à 44 % en 2040 (les autorités locales intègrent

l'énergie nucléaire), la part du solaire étant autour de 8,3% aujourd'hui). Le pays compte investir dans la production d'hydrogène bleu (basé sur le gaz naturel) mais également vert d'ici 2030, avec une capacité de 2 GW.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Rita Bejjani	<i>Economiste stagiaire</i>	rita.bejjani@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.